



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Envoyé en préfecture le 19/05/2023

Reçu en préfecture le 19/05/2023

Publié le

S²LO

ID : 076-217604479-20230517-M_DL230515_041-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt trois, le quinze mai à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 9 mai 2023 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 27

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Pierre LAURENT, Catherine OMONT, Aliké PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Corinne CHOUQUET, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Agnès MONTRICHARD

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 5

Sylvain CORNETTE donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Jean-Luc HEBERT donne pouvoir à Nicolas SAJOUS
Aline MARECHAL donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS
Arnaud LECLERRE donne pouvoir à Agnès MONTRICHARD


Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL DU 15 mai 2023

Envoyé en préfecture le 19/05/2023
Reçu en préfecture le 19/05/2023
Publié le 
ID : 076-217604479-20230517-M_DL230515_041-DE

M_DL230515_041

RESSOURCES HUMAINES - CONVENTION AVEC LE CENTRE DE GESTION MISSIONS OPTIONNELLES - AUTORISATION - SIGNATURE

M. Jérôme DUBOST, Maire - Le Centre de Gestion de la Seine Maritime (CDG 76) assure pour le compte des collectivités et établissements affiliés des missions obligatoires prévues par le code général de la fonction publique, notamment es articles L452-1 à L452-48. Notamment, il lui revient de mettre en œuvre les concours et examens professionnels, la bourse de l'emploi ou encore le fonctionnement des instances paritaires (commission administrative paritaire, comité technique) etc.

Au-delà des missions obligatoires, le CDG 76 se positionne en tant que partenaire « ressources humaines » des collectivités par la mise à disposition d'autres missions dites optionnelles. La Ville de Montivilliers avait signé des conventions particulières pour certaines de ces missions optionnelles : inspection en matière d'hygiène et de sécurité ou en matière d'ergonomie. Ces dernières sont arrivées à échéance fin 2022. Or, des besoins notamment en matière d'ergonomie ou en matière d'inspection en hygiène et sécurité continuent d'exister.

Pour continuer à bénéficier de ces services, le Centre de Gestion impose dorénavant la signature d'une convention cadre permettant, sur demande expresse de la collectivité, de faire appel aux différents missions optionnelles selon les besoins.

Après conventionnement, la collectivité peut, le cas échéant, déclencher la ou les mission(s) choisie(s) à sa seule initiative et ainsi faire appel aux missions suivantes :

- Assistance juridico statutaire
- Aide à la réalisation du document unique d'évaluation des risques professionnels
- Inspection en matière d'hygiène et de sécurité
- Expertise en hygiène et sécurité
- Expertise en ergonomie
- Expertise en ergonomie d'un poste de travail
- Ou toute autre mission optionnelle

Il est donc proposé que la Ville de Montivilliers signe la convention cadre avec le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Seine-Maritime, en vue d'un possible recours à certaines missions optionnelles, telle que la mission d'inspection ou expertise en ergonomie.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

VU les articles L452-40 et suivants du Code Général de la Fonction Publique

VU les règlements d'adhésion propres à chaque mission optionnelle

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

CONSIDÉRANT que les articles L 452-40 et suivants du Code Général de la Fonction Publique permettent au Centre de gestion de proposer aux collectivités et à leurs établissements publics, de profiter de son expertise et de son accompagnement technique par la mise à disposition de missions de conseil et d'assistance en ressources humaines ;

Sa commission municipale n°7, Administration Générale réunie le 12 mai 2023 consultée ;

VU le rapport de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- De conclure avec le centre de gestion de la Seine Maritime une convention d'adhésion aux missions optionnelles du centre de gestion pour une durée de quatre ans ;
- D'autoriser Monsieur Le Maire à signer les actes subséquents (formulaires de demande de mission, devis, etc.) et à verser au centre de gestion de la Seine Maritime les sommes correspondantes conformément aux règlements d'adhésion concernés.

Imputation budgétaire

Exercice 2023

Budget principal

Chapitre 11

Sous-fonction et rubrique :6475

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.